

5843

COMITE PERMANENT INTERETATS DE LUTTE  
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR  
DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

CILSS

SECRETARIAT EXECUTIF

**PROGRAMME MAJEUR POLITIQUE DE SECURITE ALIMENTAIRE  
PMP-SA**



**ATELIER DE RECENTRAGE / REPROGRAMMATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL 2002  
DU PROGRAMME MAJEUR POLITIQUE DE SECURITE ALIMENTAIRE (PMPSA)**  
(Ouagadougou, 26 au 28 février 2002)

**COMPTE RENDU**

février 2002

## **INTRODUCTION**

Du 26 au 28 février 2002, s'est tenu dans la salle de réunion de l'Hôtel AMISO à Ouagadougou, l'atelier de recentrage des activités 2002 du Programme Majeur Politique de Sécurité Alimentaire (PMPSA). Ont pris part à cet atelier, les cadres du PMPSA et PMPGRN, le Responsable du Centre de Gestion, les Assistants Techniques de la MA-CILSS, de la MIFRAC, de l'ACDI et de la Commission Européenne (cf. liste des participants en annexe).

L'atelier a été animé par Monsieur Herman GRELLL de la Mission Allemande d'Appui au CILSS assisté de Madame Mélanie GNANOU. Monsieur Rasmané OUEDRAOGO, Expert a assuré le secrétariat.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur Braoussala BLAMSIA, Conseiller Technique en Planification représentant le Secrétaire Exécutif du CILSS.

## **1- CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

Cet atelier de recentrage avait été sollicité par le Responsable du Programme Majeur Politique de Sécurité Alimentaire et fortement appuyé par le Secrétaire Exécutif pour compléter le processus de planification démarré à la suite de la réunion de concertation SP/CONACILSS et PMP tenue à Bamako en Août 2001. Cette concertation avait recommandé l'élaboration d'un plan d'opération 2002 réduit pour permettre aux experts des PMP de consacrer le temps nécessaire à la conduite du processus de programmation du plan triennal 2003-2005 basé sur le programme quinquennal 2003-2007 attendu du schéma d'opérationnalisation du CSSA.

Trois orientations essentielles avaient été données pour sélectionner les activités 2002 du PMPSA :

- Considérer 2002 comme une année transitoire entre les périodes triennales 1999-2001 et 2003-2005 ;
- Élaborer un programme de travail 2002 réduit pour tenir compte du temps à consacrer à l'appui technique qu'attendent les pays membres dans le cadre de l'opérationnalisation du CSSA ;
- Retenir trois types d'activités (les activités à finaliser en 2002, les activités retenues par le CSSA et les activités disposant déjà de financement sûr).

De ce point de vue, le PMPSA avait déjà fourni des efforts pour limiter les activités, notamment au regard des ressources humaines disponibles et de la nécessité de voir tous les experts participer pleinement à l'élaboration de la stratégie régionale de sécurité alimentaire à l'horizon 2015, des stratégies nationales et du programme quinquennal 2003-2007.

Toutefois, un recentrage plus prononcé avait été rendu nécessaire suite aux débats qui ont eu lieu au CTG 2000 sur la pertinence de certaines activités, notamment les préoccupations exprimées par les partenaires dans leur aide mémoire.

D'autre part, le canevas de présentation des activités annuelles et des résultats attendus ne permettait pas d'appréhender de manière objective le chemin parcouru par rapport au point de départ à savoir l'année 1 du plan triennal. Il a été également constaté des difficultés de lecture des activités annuelles proposées qui, dans la logique de la programmation triennale glissante, ne sont que les prévisions faites à partir des activités principales contenues dans le plan triennal.

## **2- OBJET**

L'atelier avait pour objet de parvenir à un consensus sur les activités et prestations prioritaires du PMPSA et les effets (et impact attendus). Par conséquent, un Plan d'Opération 2002 détaillé était le produit attendu.

Aussi, les points ci-dessous étaient inscrits à l'ordre du jour :

- a. Définition des critères de sélection/ priorisation des activités ;

- b. Appréciation des activités selon la séquence des critères choisis;
- c. Révision de la programmation des activités 2002 ;
- d. Mise en cohérence de la nouvelle programmation ;
- e. Appréciation de l'atelier et clôture.

### **3- DEROULEMENT DES TRAVAUX**

La cérémonie d'ouverture a été marquée par les interventions de Messieurs Braoussala BLAMSIA et Dramane COULIBALY, respectivement Conseiller Technique en Planification, représentant le Secrétaire Exécutif ,et Responsable du Programme Majeur Politique de Sécurité Alimentaire.

Dans son mot d'ouverture, Monsieur BLAMSIA a souhaité la bienvenue aux participants, exhorté les uns et les autres à une réflexion approfondie et responsables des points inscrits à l'ordre du jour. Il a réaffirmé la disponibilité et l'appui du Secrétariat Exécutif à la mise en œuvre des conclusions de l'atelier.

Monsieur COULIBALY a, dans son mot introductif, indiqué qu'il s'agit de recentrer les activités du programme de travail 2002 conformément aux recommandations du dernier CTG en tenant compte des préoccupations réelles des États et des partenaires et des ressources disponibles (humaines, matérielles et financières). C'est le début d'un processus de réflexion globale et dynamique a t-il conclu.

Les travaux se sont déroulés en plénière et en groupe. Les points sur la définition des critères de sélection/priorisation des activités et l'appréciation des activités selon la séquence des critères choisis ont été effectuées en plénière, tandis que la révision de la programmation des activités 2002 a été réalisée en travaux de groupe. La mise en cohérence de la nouvelle programmation prévue en plénière n'a pu se tenir par insuffisance de temps.

Les travaux débutaient à 8 H 00 et prenaient fin à 15 H 30.

#### **4- PRINCIPAUX RÉSULTATS ET CONCLUSIONS**

##### **DÉFINITION DES CRITÈRES DE SÉLECTION/DE PRIORISATION DES ACTIVITÉS**

Les critères de pertinence retenus sont :

- **Cohérence** avec le mandat du CILSS et d'autres références juridiques internationales ;
- **Répondre à la demande, aux préoccupation et besoins des États et des acteurs;**
- **Relations avec des processus porteurs** en cours (et impacts environnementaux, sociaux, économiques, ..) ;
- **Capacité d'influence** sur les décisions politiques, sur le cours des évènements ;
- **Subsidiarité/Avantage comparatif** par rapport au PMPSA, aux institutions spécialisées (INSAH, AGRHYMET) ainsi qu'aux pays partenaires et d'autres institutions sous-régionales et internationales ;
- **Pérennité** assurée par les utilisateurs des prestations du CILSS.

Les critères de mise en œuvre retenus sont :

- **Cohérence** avec les conventions de financement signées avec les partenaires de coopération et pilotage intégré ;
- **Disponibilité** des ressources financières et humaines (temps et compétences) ;
- **Relations avec des processus porteurs** en cours (et impacts environnementaux, sociaux, économiques, ..) (pm) ;
- **Pérennité** assurée par les utilisateurs des prestations du CILSS (pm).

##### **APPRÉCIATION DES ACTIVITÉS SELON LA SÉQUENCE DES CRITÈRES CHOISIS**

###### **⇒ Examen des résultats attendus :**

En observation générale, il a été reconnu que les résultats tels que formulés sont souvent hors de notre portée. Partant, la nécessité de revoir la formulation (ré formuler) des résultats, lors des prochaines sessions de programmation, pour les rapprocher plus de nos possibilités en gardant à l'esprit que nous sommes comptables des résultats annoncés s'impose. Il s'agit d'être plus réaliste, pragmatique, opérationnel (seule la formulation du résultat du PREGEC répond au mieux).

###### **⇒ Analyse proprement dite des activités principales:**

###### **A11 : Élaborer et proposer des programmes d'investissement prioritaires dans les domaines de la Maîtrise de l'Eau, de la Fertilité des Sols, de la Pêche et du Développement des Productions Animales**

A l'analyse, il ressort que l'activité est pertinente et justifiée mais qu'elle doit tenir compte du principe de la « subsidiarité » dans l'élaboration des « PIP », du cadre temporel pour la formulation des résultats, de l'absence de ressources humaines présentement pour mener cette activité (ressource attendue en avril 2002). Il a été également convenu de dégager des sous priorités, d'adopter une démarche/approche spécifique pour chaque sous activité et de revoir et préciser les activités.

###### **A12 : Élaborer, proposer et valider une stratégie plus adaptée du financement de l'agriculture**

Après examen, il a été décidé de revoir la formulation de l'activité car trop vaste et globale, de la clôturer et de la transférer d'ici fin 2002 à une structure plus indiquée. La capacité d'influence limitée de l'activité a été reconnue.

###### **A13 : Appui au processus d'opérationnalisation du CSSA**

Le CSSA dépassant les compétences du CILSS, il est nécessaire que le CILSS fasse prévaloir l'approche programme et développe des stratégies pour plus de synergie, de complémentarité avec les autres OIG.

**A21 : Proposer des outils de rapprochement/harmonisation des politiques agricoles et agroalimentaires nationales**

On note des problèmes d'échelle, de précision sur les termes et les notions, mais aussi du respect du principe de « subsidiarité ou avantage comparatif » par exemple à l'UEMOA. Aussi, une reformulation de l'activité s'impose (ex : Observatoire de suivi des politiques agricoles appliquées).

**A22 : Réduire les entraves au bon fonctionnement des marchés nationaux à l'intégration des marchés régionaux**

A l'analyse, l'activité principale doit consister à rechercher les informations et les porter à la connaissance des différents acteurs. Il faut respecter le principe de la « subsidiarité » en laissant la mise en œuvre des plans d'action notamment nationaux à d'autres acteurs. Il faut également être précis dans la formulation des activités (ex : Appuyer et suivre la mise en œuvre des plans d'actions), clarifier l'avantage comparatif dans la reformulation et la position claire du CILSS mais adapté aux pays membres.

**A23 : Appuyer et accompagner les opportunités d'affaires à l'échelle régionale**

Il est indispensable de reformuler/clarifier l'activité principale, préciser l'intérêt du CILSS et de retenir qu'il s'agit d'appuis techniques exclusivement. Quand au Projet « Marchés Frontaliers », une meilleure intégration au Plan triennal et une meilleure valorisation de l'apport de tous les partenaires s'avèrent nécessaires. Il doit être clôturé en 2002 suivant un plan de capitalisation et de marketing.

**A31 : Capitaliser et valoriser les acquis du PROCELOS**

Cette activité est à clôturer et transférer cette année. Le problème de disponibilité de ressources financières et la nécessité de reformulation de l'activité principale ont été reconnus. Il a également été accepté, le principe de rationaliser et restructurer les dispositifs nationaux du PMPSA et de traiter cette question au niveau de la coordination. Il y a eu quelques interrogations qui ont porté, entre autres, sur la plus value du régional, les relations avec les processus porteurs, l'état de la demande pour le BAA Régional de sa pérennité .

**A32 : Développer et/ou renforcer les capacités entrepreneuriales des acteurs du secteur de la transformation des produits agroalimentaires**

Il a été reconnu que les efforts du CILSS sur la question ces dix dernières années, a produit des résultats visibles et encourageants mais les activités actuelles ne semblent pas être en phase avec les processus porteurs. Il est, par conséquent, suggéré d'orienter la réflexion vers des dynamiques porteuses : améliorer la salubrité des aliments, sécurité sanitaire des aliments, problèmes de qualité, questions de normes et de réglementation (Codex Alimentarius) sont des thèmes porteurs.

**A33 : Élaborer, adopter et mettre en œuvre un cadre institutionnel et économique favorable au développement du secteur de la transformation**

L'activité est à reformuler pour plus de clarification et de précision. Sa capacité d'influence est limitée. Le respect du principe de « subsidiarité » doit être de mise dans l'élaboration des stratégies nationales.

**A41 : Approfondir la réflexion sur la problématique d'accès aux denrées alimentaires des groupes vulnérables**

L'analyse conclue à la nécessité d'une reformulation des résultats intermédiaires et d'une précision sur la manière et les partenaires associés.

**A42 : Appuyer et renforcer les dispositifs nationaux de prévention et de gestion des crises alimentaires**

Il a été suggéré de préciser comment et avec qui l'activité sera exécutée.

#### **A43 : Animer le dispositif de veille au niveau régional : RAS**

D'une manière générale, il a été noté la confusion qui existait entre le Plan triennal 1999-2001 et le Plan d'Opération 2002, l'insuffisance des ressources humaines notamment au niveau des Unités PREGEC et PRORES et le problème de la pérennité des Dispositifs Nationaux.

#### **RÉVISION DE LA PROGRAMMATION DES ACTIVITÉS 2002**

En guise d'introduction aux travaux de groupe consacrés à la reprogrammation des activités 2002, le facilitateur a soulevé quelques éléments de réflexions dont :

- le fait que nous sommes à un niveau opérationnel ou nous sommes entièrement comptables des activités et résultats ;
- le constat selon lequel les activités de pilotage, de coordination et de gestion absorbent du temps et capacité ;
- la nécessaire prise en compte des recommandations du CTG ;
- l'adaptation des activités aux financements assurés et aux ressources humaines disponibles.

Pour ce qui concerne le Plan d'Opération, il s'est agit de se demander, entre autres, si nous poursuivons une logique organisationnelle ou technique ? Quelle sera la durée (plusieurs années ou une année) ? Pour qui planifier (bailleurs externes ou organes internes, UO, PMSA, Direction,...?) Et enfin si les ressources sont allouées à part ou intégrées ?

Les travaux de groupe ont permis de parvenir à un Plan d'Opération détaillé, consensuel, plus cohérent et plus en phase avec l'approche programme. Cf. copie annexée au présent. Il a été décidé de faire ressortir explicitement les activités de pilotage/coordination/gestion du PMPSA et de déplacer l'activité « appui à l'opérationnalisation du CSSA » inscrit au niveau de toutes les Unités Opérationnelles à la nouvelle activité intitulée « pilotage, coordination et gestion du PMPSA».

#### **MISE EN COHÉRENCE DE LA NOUVELLE PROGRAMMATION**

Par manque de temps, cet exercice n'a pas pu être effectué. Il doit être réalisé à la finalisation du Plan d'Opération par chaque Unité et entre Unité du PMPSA.

#### **APPRÉCIATION DE L'ATELIER ET CLÔTURE**

Dans l'ensemble, les participants ont jugé les travaux de l'atelier utiles et satisfaisants. L'atelier a permis, entre autres, d'avoir : (i) une vision plus globale du PMPSA ; (ii) une meilleure clarification, connaissance et compréhension des activités du PO et du PMPSA ; (iii) un consensus sur l'essentiel des activités à réaliser.

Ils ont néanmoins déploré la faible participation du Noyau Central et des partenaires au développement ainsi que l'insuffisance de temps qui n'a pas permis de : (i) mettre en cohérence la nouvelle programmation en l'occurrence ; (ii) rationaliser les budgets ; (iii) établir un tableau de bord.

Il a été convenu de la nécessité de poursuivre les efforts d'ajustement du Plan d'Opération en mettant en adéquation volume de travail/ressources humaines et temps disponibles et celle d'harmoniser le coût des honoraires entre Unités et entre PMP. Le RPMPSA est chargé d'élaborer un tableau de bord des réunions, missions, ateliers et séminaires prévus et le diffuser au niveau des PMP, PMT, Noyau Central et partenaires au développement.

Enfin, l'importance et la nécessité de promouvoir la concertation et la communication internes ont été réitérées.

## **5- RECOMMANDATIONS**

A l'issue des travaux, les recommandations ci-dessous ont été formulées en vue d'améliorer la qualité (présentation, forme, contenu) des documents de programmation, la cohérence d'ensemble des programmes de travail ainsi que l'efficacité dans la mise en œuvre des dits programmes. Ce sont :

- Reformulation des sous activités (pas des résultat attendus) ;
  - Reformulation des résultats (pas de reprise de l'activité, pas seulement la concrétisation de l'activité) ;
  - Elaboration de la liste des acronymes dans les documents ;
  - Établissement d'un tableau de bord des réunions, rencontres, séminaires, formations, missions, etc. sous forme de matrice.
- 
- Et enfin mieux faire ressortir/préciser les résultats attendus et les activités programmées ;
  - Harmoniser/expliquer les symboles ;
  - Le résultat d'une activité doit toujours donner une réponse satisfaisante sur la question : pourquoi cette activité doit être réalisée ?

## **ANNEXES**

## Schéma de programmation des activités

Activités liées au pilotage, à la coordination et à la gestion du Programme Majeur Politique de Sécurité Alimentaire (PMP/SA)

Periode: 01/2002 - 12/2002

Page 1

Date:  
27/02/2002

N°	Activité Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel										Respon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques	
			J	F	M	A	M	J	A	S	O	N	D				
A0	Pilotage, coordination et gestion du Programme Majeur Politique de Sécurité Alimentaire (PMP/SA)																
A01	Assurer la coordination et le suivi du PMP/SA													DC		5,5	
A 0.1.1	Organiser des réunions mensuelles des Chefs d'Unités	Les réalisations par Unités sont partagées, les contraintes identifiées et des solutions proposées												DC	CU, Expert	PM	Nécessité d'un tableau de bord des réunions, missions, etc le transmettre aux PM et aux partenaires
A 0.1.2	Organiser des réunions trimestrielles de contrôle d'avancement du programme	L'état d'avancement du programme est établi et des mesures correctives sont identifiées et appliquées												DC	CU, Experts, CDG, AT, CTP, CTSA, CICC	2	Compte-rendu des réunions à transmettre au SE, CGMP pour prise de décision
A 0.1.3	Coordonner l'élaboration des documents de programmation et suivie évaluation	Le rapport d'activité du trimestre écoulé, un programme de travail et un plan de financement du trimestre suivant sont retenus et transmis												DC		PM	Réunion de juillet axée sur la préparation du CTG 2002
A 0.1.4	Prendre part aux CTG et aux Instances statutaires (Conseil de Direction, CRPS, Conseil des Ministres, Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernement)	Absence de duplication dans les activités entre les PMP et PMT												DC	CU, CGMP, DG	3,5	Dates à fixer préalablement et à respecter

N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel	Respon- pon-	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques
A02	<b>Cordonner la réflexion sur la rationalisation des Relais Nationaux (RN) PMPSA</b>				CGPMP, CU, Experts, AT, CT		
A 0.2.1	Elaborer une note de consensuelle d'orientation et de propositions de mesures	Une vision et des mesures consensuelles de rationalisation des relais nationaux PMPSA sont disponibles		DC	PM	Chaque unité participe à la réflexion	
A 0.2.2	Soumettre la note au Secrétariat Exécutif pour décision	Des mesures de rationalisation des relais nationaux PMPSA sont soumises au SE et appliquées		DC	PM	Suite du processus à la discrémination du SE	
A03	<b>Coordonner les contributions à l'opérationnalisation du CSSA</b>					78,8	Sous la supervision du CT/SA
A 0.3.1	Organiser des ateliers nationaux, régionaux et des missions d'appui des Experts et du PMPSA aux Comités CSSA	Le PMPSA a contribué à l'élaboration des 9 stratégies nationales, d'une stratégie régionale et d'un plan quinquennal de sécurité alimentaire		DC	CU, Experts	30	
A 0.3.2	Fournir une expertise externe aux Comités Nationaux CSSA	Le PMPSA a contribué à l'élaboration des 9 stratégies nationales, d'une stratégie régionale et d'un plan quinquennal de sécurité alimentaire		DC	CT/SA + Consultant	48,8	
A 0.3.3	Contribuer à la rédaction des rapports techniques (d'avancement des travaux, stratégie régionale de SA, programme quinquennal 2003-2007)	Les documents sont disponibles et correspondent aux critères de qualité préétablis		DC	CT/SA + Consultant	PM	
A04	<b>Renforcer les capacités internes</b>					2	
A 0.4.1	Organiser la participation aux formations en méthode avancée de participation, en programmation, suivi-évaluation et en négociation/plaidoyer	Les ateliers du PMP sont facilités par des compétences internes Les documents soumis au CTG reflètent mieux l'approche-programme et les activités sont mieux suivies		RO	PMGRN, CGPMP, RPM, CU, Expert, AT	2	Coût des formations budgétisé par le PMGRN

N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel	Res- pon- sabilité en oeuvre	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques
A 0.4.2	Identifier les besoins en formations individuelles et collectives	Un programme de formation est établi pour 2002-2003	RO	PM			Page 3
A 0.4.3	Renforcer les capacités des CNC et des opérateurs économiques sur les accords de l'OMC	Les accords de l'OMC, la problématique du marché régional sont mieux connus et les performances techniques et organisationnelles des CNC sont consolidées	CT/SA	RPMPSA, UEMOA, CEDEAO, CRAT, MD	PM		Financement spécifique FIDA, éventuellement CTA
A05	<b>Assurer l'échange d'expériences au niveau régional et international</b>				12		
A 0.5.1	Participer à des réunions dans lesquelles l'expertise et l'expérience du CILSS sont nécessaires	Le rôle et la visibilité du CILSS se sont améliorés	DC	CGPMP, RPM	12	Sur la base des instructions du SE	
<b>Sous-Total (A0)</b>				<b>98,3</b>			

## Schéma de programmation des activités

Activités liées à la formulation et la mise en œuvre des stratégies et politiques agricoles et alimentaires

Période: 01/2002 - 12/2002

Date: 27/02/2002

Page 4

N°	Activité Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Respon- sable	Acteurs associés à la mise en œuvre	Coût million FCFA	Remarques
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A1.1	Mettre en place un Observatoire de suivi et d'analyse de politiques agricoles et alimentaires dans les pays du CLSS et leurs voisins															21,2		
A 1.1.1	Organiser une rencontre régionale de lancement de l'Observatoire et de constitution des équipes nationales avec les quatorze pays concernés	Les équipes nationales constituées													DC	RO, Unités nationales de formulation des politiques	16,2	
A 2.1.2	Équiper en logiciel ACCESS les équipes nationales de suivi dans cinq pays	L'Observatoire dispose pour cinq pays : de la grille de suivi et d'analyse des politiques agricoles et alimentaires remplie et de 5 notes de conjoncture produites													RO	CU, CDG	5	

N°	Activité Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel										Respon-sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques page 5		
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A1.2	Animer l'observatoire de suivi et d'analyse de politiques agricoles et alimentaires dans les pays du CILSS et leurs voisins	L'état de la politique agricole des cinq pays non membres de l'UEMOA est connu														15,5		
A 1.3	Etablir une situation de référence pour les cinq pays non membres de l'UEMOA (Cap-Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mauritanie et Tchad)	Le degré de rapprochement et/ou de divergence des politiques agricoles et alimentaires des pays du CILSS et de leurs voisins													RO	CU, CDG, Unités de politiques	12	
A 1.4	Etablir l'état de convergence et/ou de divergence des politiques agricoles et alimentaires des pays du CILSS et de leurs voisins	DC	RO, CDG, CGPMP, UEMOA, CEDEAO, UMA, CEMAC	RO, CDG, CGPMP, UEMOA, CEDEAO, UMA, CEMAC	3,5	En utilisant les documents de l'UEMOA (4 pays), du CSSA, les situations de référence établies sur les 5 autres pays du CILSS et les informations disponibles de la CEDEAO												
<b>Sous-Total (A1)</b>															36,7			



N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel										Respon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Cout million FCFA	Remarques		
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A.2.1.5	Réaliser un bilan diagnostic sur la situation des pêches continentale et maritime en Afrique de l'Ouest et au Tchad	Les connaissances sur la problématique des pêches sont améliorées													N.X	UASP MA-CILSS ADEPA INSAH/CILSS	42,05	
A.2.1.6	Elaborer un programme régional sur la gestion intégrée de la fertilité des sols	Un (1) cadre d'orientation des interventions et un (1) plan d'action régional sur la gestion intégrée de la fertilité des sols est disponible													N.X	IFDC PADLOS CICC PROCELOS INSAH/CILSS	11,25	
A2.2	<b>Diffuser et valoriser les études sur le crédit / épargne</b>															11		
A.2.2.1	Editor, Publier et diffuser les actes de la Rencontre régionale sur le crédit/épargne rural	Les actes de la Rencontre sont disponibles au niveau des acteurs nationaux													N.X	CICC FERAP	2,0	Terminer et transférer le dossier vers les pays
A.2.2.2	Appuyer les Etats dans l'organisation des débats nationaux sur le crédit/épargne rural	Au moins trois (3) pays utilisent les résultats de la Rencontre régionale													N.X	Pays CICC	9,0	
		<b>Sous-Total (A2)</b>														133,7		

## Schéma de programmation des activités

Activités liées à l'amélioration du fonctionnement des marchés des produits agricoles aux niveaux national et régional

Période: 01/03/2002 au 31/12/2002  
Date: 28/02/2002

Page 8

N°	Activité	Résultat direct	Cadre temporel												Respon-sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A3.1	Mettre en place l'Observatoire des pratiques anormales relatives aux échanges des produits agricoles sur 5 axes routiers														74			
A 3.1.0	Etablir une situation de référence des pratiques anormales	L'impact des pratiques anormales sur les économies nationales et les filières est connu													DC	RQ, MD, Consultants	PM/USAID	Financement spécifique USAID à confirmer
A 3.1.1	Recruter le bureau d'études chargé de la supervision de la collecte et de l'analyse des données	Les compétences de l'expertise requise sont disponibles													DC	REAO, CRS, UEMOA, CEDEAO, RO	15	
A 3.1.2	Suivre l'élaboration des outils de collecte, d'analyse et de suivi des informations et données	Fiche d'enquête, base de données et canevas de rapport disponibles													RO	Consultants, CU, MD, UEMOA, CEDEAO, REAO	PM	
A 3.1.3	Contribuer à l'identification et à la formation des enquêteurs (transporteurs, chauffeurs et convoyeurs)	un réseau d'enquêteurs est formé et disponible													RO	Consultants, CU, MD, UEMOA, CEDEAO, REAO	33,2	
A3.1.4	Collecter et traiter les données et produire un premier rapport trimestriel avant fin 2002	Des rapports mensuels et un premier rapport trimestriel fiable et explicatifs de la situation des échanges à la promotion et à la fluidité des échanges sont disponibles													DC	Consultants, CU, MD, UEMOA, CEDEAO, REAO	25,8	

N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel	Res-pon-sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Cout million FCFA	Remarques
A3.2	<b>Apui à la mise en place et au fonctionnement des Bourses Nationale de Fret (Burkina Faso, Niger, Sénégal, Togo) et à Afrigue verte dans l'organisation de la Bourse Régionale Céréalière</b>					8,5	Développer le partenariat avec l'UACC/Douala
A 3.2.1	Apui conseil à la Bourse Nationale de Fret (BNF) et formation des enquêteurs des zones de fret	La BNF du Burkina opérationnelle : 36 bulletins hebdomadaires disponibles et diffusés auprès des membres		RO	CU, CC, CNC, UACC	1,5	
A 3.2.2	Apui à la mise en place de la BNF au Niger, au Sénégal et au Togo (conseil et animation des réunions constitutives et de suivi)	Les BNF du Niger, du Sénégal et du Togo sont constituées (structures membres et hôte identifiées, document de base disponible, production des premiers bulletins)		RO	CYU, CC, CNC, UACC	4,5	
A3.2.3	<b>Apporter des informations et un appui technique à l'organisation de la bourse régionale céréalière</b>	Le nombre de participants et les quantités échangées ont augmenté		MD	RO, DC, AMK, UDL, Afrigue Verte	2,5	
A3.3	<b>Appuyer l'éaboration et suivre les plans d'actions de réduction des entraves</b>					55	
A 3.3.1	Organiser les 3 réunions de suivi-bilan de la mise en œuvre des plans d'actions dans les SEC et SEO (2 réunions sous-régionales et une de concertation bi-pays)	Un bilan de la réduction des entraves est établi pour chaque sous-espace (carte routière disponible); Apaisement des contentieux (entre forces de l'ordre) préjudiciables à la fluidité des échanges des produits agricoles		DC	RO, CNC, SP / CONACILSS, MD	45	
A 3.3.2	Effectuer des missions préparatoires de prises de contact (Tchad, Nigeria, Cameroun, Bénin) et organiser un atelier sous-régional de préparation d'un plan d'action de réduction des entraves dans le Sous Espace Est (SEE)	Un ébauche de plan d'actions sous-régional de réduction des entraves		RO	DC, CNC, SP / CONACILSS, MD	10	Page 9

N°	Activité Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res-pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques	
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
A3.3	Poursuivre et clôturer la mise en œuvre du Projet Marchés Frontaliers (PMF)																PM	Financement spécifique CFC mobilisé	
A 3.3.1	Réaliser, réceptionner les gîtes d'étapes au Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger et Nigeria	Le bétail arrive en meilleur état et à sa destination finale														DC	RO, CNC, FAO, ILRI, CFC	PM	page10
A 3.3.2	Réaliser des sessions de formation, des voyages d'études, d'échanges d'expériences et recherche de partenariat des acteurs de la filière bétail-viande	Les capacités des acteurs de la filière bétail-viande sont améliorées													DC	RO, CNC, FAO, ILRI, CFC	PM		
<b>Sous-Total (A3)</b>																137,5			



N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel										Res- pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques			
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
A 4.2.3	Organiser une rencontre technique de validation du projet de Plan d'action pour la Gestion de la Qualité des produits transformés	Un consensus sur le Plan d'action entre le CILSS et les autres acteurs est trouvé Un accord de principe pour la mise en place d'une structure sous-régionale de concertation est trouvé													Diouf	UEMOA ONUDI FAO ONG FERAP	6,0	La rencontre regroupera quelques personnes partenaires et techniques potentiels	
A4.3	Appuyer l'organisation professionnelle des acteurs de la transformation																	3,8	
A 4.3.1	Appuyer l'organisation de réunions de concertation nationales	Des associations représentatives d'acteurs sont créées ou renforcées dans tous les pays													Diouf	FERAP ONG UDL RNP	3,8	Information et Sensibilisation préalables des intéressés. La création d'autres associations, en plus de celles qui existent permettra d'avoir une organisation sous-régionale assez représentative	



## Schéma de programmation des activités

Activités liées à l'amélioration et au renforcement des mécanismes de prévention et capacités de gestion des crises alimentaires au Sahel

Période: 01/2002 - 12/2002

Date: 27/02/2002

Page 14

N°	Activité	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Respon-sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques	
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
A51	<b>Améliorer les outils relatifs à la prévention et la gestion des crises alimentaires</b>														12,725	Recrutement nécessaire d'un 2 <sup>ème</sup> cadre pour l'unité afin de conduire toutes les activités programmées			
A 5.1.1	Organiser les ateliers (2) de validation des études sur les contraintes de sécurité alimentaire, particulièrement dans les zones pastorales (Niger et Mauritanie)		Un répertoire d'indicateurs d'analyse de la vulnérabilité structurelle, particulièrement en zones pastorales est disponible												A.M.K.	PMI/CILSS FEWS PAM ONG FAO Association d'éleveurs	2.725		
A 5.1.2	Réaliser deux (2) études (Mali, Tchad) sur les contraintes d'approvisionnement et d'accès des populations dans les zones déficitaires, à partir des excédents nationaux	L'expérience des deux (2) études est disponible pour renforcer les stratégies d'intervention au niveau régional													A.M.K.	PMI/CILSS FEWS PAM FAO ONG	10,0	Il sera recruté deux consultants pour mener ensemble l'étude dans les pays	

N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel										Res-pon-sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques			
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
A 5.1.3	Organiser un atelier régional de traitement et de diffusion de l'information sur la sécurité alimentaire	Les informations produites par les dispositifs de veille sont mieux diffusées par la presse							—						Farouk	PMP/SA/CILSS PMI/CILSS	PM	L'atelier sera co-financé par le PMP/SA, le PMI et la CICC	
A 5.2	<b>Appuyer et renforcer les dispositifs nationaux de prévention et de gestion des crises alimentaires</b>																18,55	Participants : - journalistes - points focaux PMP/SA, PMI	
A 5.2.1	Appuyer les dispositifs nationaux dans l'évaluation des catastrophes	Des types d'intervention adéquats sont recommandés dans les zones touchées														A.M.K.	Dispositif PMP/SA FEWS FAO PAM	7,45	Un Appui ponctuel sera apporté aux dispositifs nationaux dans le cadre du suivi des zones vulnérables à la demande des pays
A 5.2.2	Evaluer les besoins d'assistance aux populations vulnérables (récoltes 2001 –2002) et suivre les zones à risque pendant la soudure 2002	Les programmes d'intervention (aide urgence ouverture des marchés, petits projets) sont bien définis avec tous les acteurs	—												A.M.K.	FEWS FAO PAM PMI/CILSS	5,5		
A 5.2.3	Organiser et participer à la réflexion sur l'analyse de la vulnérabilité	Les méthodes d'identification et d'analyse des zones et groupes vulnérables sont harmonisées	—												A.M.K.	FEWS FAO PAM PMI/CILSS	5,6	L'organisation d'un atelier de transfert aux dispositifs nationaux est prévu suite à la disponibilité de la méthode harmonisée	
															UE USAID ONG	PMI/CILSS			



LISTE DES PARTICIPANTS



<b>CILSS</b>
Braoussala BLAMSLA Conseiller en Planification
Dramane COULIBALY Responsable PMPSA
Mamadou DIOUF Chef Unité PROCELOS
Rasmané OUEDRAOGO Expert en Commerce régional USPA
Amadou Mactar KONATE Chef Unité PREGEC p.i
Bertrand ZIDA Responsable UASP
Elie PARE Responsable du Centre de Gestion
<b>MISSION ALLEMANDE /CILSS</b>
Hermann GRELL Chef de Projet
Mélanie GNANOU Assistante Technique
<b>MIFRAC</b>
Thierry THURIET Coordonnateur
<b>ACDI</b>
Benoît OUEDRAOGO Agent de Suivi
<b>COMMISSION EUROPEENNE</b>
Carine TARGE Chargée de Mission